

## Table ronde à l'USJ à l'initiative du master en Info Com et de « L'OLJ »

# Dynamique électorale au Liban : ce que les municipales ont démontré

**Sabine CHAABAN**

« Municipalités : protestation ou mutation ? » : tel est le thème de la table ronde organisée mercredi soir au campus de la faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université Saint-Joseph à l'initiative du master en information et communication de l'USJ et de *L'Orient-Le Jour*. Animée par le rédacteur en chef de *L'Orient-Le Jour*, Michel Touma, la table ronde a été marquée par la participation, comme intervenants, de l'ancien ministre Ziyad Baroud, l'ancien député Jawad Boulos, la directrice de l'Institut des sciences politiques de l'USJ Carole Rizkallah Alsharabati, et le chef du service politique locale à *L'Orient-Le Jour*, Michel Hajji Georgiou.

C'est Mme Christine Babikian Assaf, doyenne de la faculté des lettres et des sciences humaines de l'USJ, qui a ouvert la table ronde en prononçant un mot de bienvenue, rappelant combien il lui tenait à cœur que l'université soit un lieu de débat et de réflexion, mais surtout d'engagement citoyen. Le partenariat, qui prend la forme d'une convention, entre *L'Orient-Le Jour* et le master en information et communication de l'université, dirigé par M. Amine Issa, constituera pour les étudiants l'un des moyens concrets de se familiariser avec le monde professionnel.

Lançant le débat en tant que modérateur, Michel Touma a d'abord souligné qu'il est important d'avoir présent à l'esprit que, par essence, les élections municipales sont conditionnées dans une large mesure, surtout dans les régions périphériques, par des facteurs d'ordre familial,

clanique, purement local, et personnel, à l'exception de la capitale et des grandes agglomérations. M. Touma a ensuite demandé à M. Baroud d'évoquer le problème de la loi sur les municipales et des failles qui la caractérise.

L'ancien ministre de l'Intérieur a souligné dans ce cadre que depuis les années 60, déjà, la classe politique s'employait à chaque échéance électorale à ajourner les élections municipales sous différents prétextes fallacieux. M. Baroud a relevé sur ce plan qu'il a été témoin en 2010, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, des tentatives de plusieurs responsables politiques d'ajourner le scrutin municipal, et même cette année, a-t-il précisé, il était question d'un report de ces élections, ce qui reflète la crainte qu'a la classe politique vis-à-vis des municipales.

M. Baroud a souligné dans ce contexte qu'il avait présenté en 2010 un projet de réforme de la loi sur les municipales qui avait été approuvé, au terme de longs débats, par le Conseil des ministres, mais qui, depuis, est resté dans les tiroirs du Parlement. Ce projet prévoyait notamment l'adoption de la proportionnelle pour assurer une diversité politique et la représentation des minorités au sein des conseils municipaux.

Pour l'ancien député de Zghorta Jawad Boulos, le débat public qui se concentre sur le scrutin proportionnel oublie de poser la question de la corruption électorale et de la vulnérabilité des électeurs qu'il faut protéger. Il a abordé dans ce contexte le cas de Zghorta qu'il connaît bien et de l'expérience de la liste consensuelle formée en mai dernier. Il a nuancé à



De gauche à droite : Michel Hajji Georgiou, Carole Alsharabati, Michel Touma, Ziyad Baroud et Jawad Boulos. Photo Michel Sayegh

cet égard l'étiquette « société civile » qui a été attribuée à la nouvelle liste émergente qui a fait face à la liste consensuelle, soulignant que la liste contestatrice représentait en quelque sorte « une dissidence familiale » et que les deux listes comprenaient des représentants de la société civile et des grandes familles politiques.

De son côté, Mme Carole Alsharabati a souligné, en réponse à une question, que le phénomène de « Beyrouth Madinati » a été le plus évident à Beyrouth mais il s'est aussi manifesté, a-t-elle relevé, un peu partout où des jeunes ont retrouvé un dynamisme démocratique, en formant des listes qui ont permis à nombre d'électeurs de montrer leur engagement citoyen. Mme Alsharabati a en outre souligné que les taux de participation ont été pour elle, et contrairement à ce qui en est dit, un indicateur fort. Et la directrice de l'Institut des sciences politiques d'ajouter que les alliances des partis, souvent incohérentes, ont reflété une « réaction de peur » face à ce phénomène

étendu. Les nouveaux moyens de communication, les nouvelles cultures, le milieu dans lequel évoluent les jeunes sont pour elle les éléments moteurs de cet engagement, à l'échelle libanaise, et à l'échelle mondiale. La question aujourd'hui est de savoir quel chemin et quel rythme prendra ce phénomène, et surtout s'il prendra forme par la pression seulement, ou par la conquête du pouvoir.

M. Touma a alors demandé à M. Hajji Georgiou de développer l'analyse qu'il avait faite dans un article publié dans *L'Orient-Le Jour*, le 30 mai, affirmant que les élections municipales ont peut-être marqué la fin d'un certain ordre.

Pour M. Hajji Georgiou, l'ordre établi depuis une dizaine d'années opposant les mouvements du 14 et du 8 Mars n'est plus de mise aujourd'hui. Les alliances « incohérentes » sont aussi la preuve, a-t-il indiqué, d'un malaise au sein des partis politiques. Le rejet de l'establishment politique est universel, a relevé Michel Hajji Georgiou,

qui a cité pour preuve le cas de Bernie Sanders, dans le cadre des élections américaines, ainsi que les exemples Bodemos, en Espagne, Sirya, en Grèce, et même « Nuit debout », en France, ou le cas de l'Italie. M. Hajji Georgiou a souligné à ce propos que les citoyens ont très certainement besoin d'un retour à des valeurs en politique, aussi bien dans la pratique que dans les discours. Et d'ajouter en outre que lors des élections municipales, les alliances considérées comme contre nature ont échoué à rassurer les citoyens, ce qui expliquerait, selon M. Hajji Georgiou, la victoire de Achraf Rifi à Tripoli, considéré comme seul candidat cohérent face à une coalition incohérente. Et de conclure en soulignant que l'enjeu aujourd'hui est de parvenir à transposer cette dynamique électorale aux prochaines élections législatives.

En réponse aux questions de l'assistance, M. Baroud a relevé que « Beyrouth Madinati » n'était certes pas un parti politique, mais elle était au moins un groupe politique, et non pas la société civile. Il a par ailleurs insisté sur le fait que ces groupes allaient devoir redoubler d'efforts pour les élections législatives, puisque les enjeux ne seront pas les mêmes. Mais surtout parce que les partis politiques ont aujourd'hui pris conscience de l'engagement citoyen, et ils se battent avec d'autant plus de vigueur pour la contrer. Ainsi, pour M. Baroud, pour être à la hauteur de ces partis, les mouvements d'opposition devront s'allier et préparer les élections non pas quelques mois, mais cinq ou dix ans à l'avance.